

Crise et rénovation de la gauche

À la fin des années 1980, la gauche atteignait le sommet d'une crise qui durait depuis presque vingt ans. Dans les pays développés, elle s'est manifestée comme une crise de l'État-providence. Dans les anciens pays communistes, elle a pris la forme d'une crise de l'État et du mode étatique de production. En Amérique latine, elle était aussi une crise du populisme et de la stratégie nationale-volontariste du développement. Il est fondamental de reconsidérer la question de la gauche en Amérique latine, comme d'ailleurs dans le reste du monde. Il est également essentiel de reconsidérer notre vision de l'Amérique latine, comme je le fais tout au long de ce livre. C'est seulement à partir d'une nouvelle interprétation de la crise latino-américaine que nous serons capable de comprendre la nouvelle gauche émergente.

Dans ce chapitre, j'analyse brièvement la crise générale de la gauche et ensuite le cas de l'Amérique latine. J'essaierai de démontrer que l'analyse et la stratégie de développement de la gauche latino-américaine étaient adaptées à la période comprise entre 1930 et 1960, mais qu'à partir de 1960 la réalité s'est éloignée aussi bien de cette analyse que de cette stratégie. Présente pourtant depuis le début des années 1970, la crise de la gauche a atteint l'Amérique latine au cours des années 1980. Elle signe la fin de la stratégie de développement que la droite et la gauche avaient adoptée depuis les années 1930 en Amérique latine la première à contrecœur et la seconde sans la moindre restriction. Au milieu des années 1980, une gauche moderne, sociale-démocrate ou sociale-libérale, a commencé à émerger en Amérique latine et s'est heurtée à la vieille gauche des années 1950.

La crise de la droite

Entre les années 1930 et 1960, c'était la droite qui était en crise. Deux guerres mondiales, le renforcement croissant des syndicats et la grande dépression des années 1930 ont clairement démontré que la combinaison du libéralisme économique et du conservatisme politique était incapable de promouvoir le développement et de garantir la paix intérieure et internationale.

Le vieux conservatisme libéral était une philosophie sociale fondée sur des principes de tradition et d'ordre. Il défendait l'inégalité au nom de droits héréditaires. Il était élitiste, si ce n'est raciste. Il se fondait sur la croyance que le marché est la meilleure et l'unique forme de régulation de l'économie. Cette croyance libérale qui depuis 1930 était sur la défensive a resurgi, au cours des années 1970, avec une force nouvelle. Intellectuellement sophistiquée, elle s'était modernisée. Un nouveau conservatisme, le néolibéralisme, assumait de manière agressive et renouée l'hégémonie idéologique à droite.

Parmi les économistes, cette nouvelle droite correspond aux écoles autrichienne, monétariste, des nouveaux classiques et des choix rationnels. C'est la droite néolibérale, la droite dont la rhétorique se fonde sur les principes de l'efficacité et de la compétition. Comme toute pensée conservatrice, elle préfère l'ordre à la justice sociale. Elle justifie l'inégalité non plus au nom de droits divins ou héréditaires, mais par l'argument économique selon lequel cette inégalité stimule le travail, l'innovation et l'efficacité.

En même temps que la droite retrouvait ses forces, la gauche entrait au cours des années 1980 dans une période de profonde dépression après la vague de rénovation des années 1950 et 1960 et la révolution étudiante de 1968. Cette crise avait une cause fondamentale : la stratégie de développement étatique adoptée par la gauche qui entre 1930 et 1960 avait été une réussite mais qui depuis le milieu des années 1970 ne l'était plus.

De 1930 à 1960, la stratégie de développement de la gauche était partout dans le monde prédominante, même lorsque des coalitions politiques de gauche n'étaient pas aux affaires¹. Les expériences de droite nazi et fasciste sont des exceptions tragiques par rapport à la tendance générale, comme d'ailleurs l'expérience stalinienne en Union soviétique. En fait, il existe trois gauches pertinentes pour notre analyse de cette période historique : celle de l'Union soviétique, avec la prédominance de la gauche communiste ; celle des pays capitalistes développés, où la gauche sociale-démocrate et keynésienne (progressiste ou « libérale » selon la terminologie américaine) appuyait l'État-providence et, enfin, la gauche des pays en développement et en phase initiale d'industrialisation où une gauche interventionniste et protectionniste s'est formée autour d'une stratégie nationale-volontariste de développement.

Depuis les années 1930, ces trois gauches, caractérisées par une forte composante bureaucratique ou technocratique, avaient remplacé la droite pour définir la stratégie de développement de leurs sociétés respectives².

1. Le terme « gauche » en Amérique latine est fréquemment confondu avec l'extrême gauche. Dans ce travail, je parle seulement de la gauche et de la droite, sans utiliser des concepts de gauche modérée ou de droite modérée. Je n'utilise pas non plus l'idée de « centre » qui, généralement, est un euphémisme derrière lequel la droite se dissimule. Dans ce chapitre, la gauche s'étend de l'extrême gauche au centre gauche.

2. La gauche prétend avoir pour base les travailleurs, le prolétariat. Mais les intellectuels – selon une définition plus ou moins grande – ou la classe moyenne salariée ou technobureaucratique – selon une définition plus large – ont toujours fait partie de la gauche et l'ont dirigée.

À moyen terme, la gauche latino-américaine utilisait Marx et la théorie structuraliste du développement économique et, à court terme, la macroéconomie keynésienne. Bousculant la pensée de Keynes, on cherchait en elle la justification des déficits publics chroniques. Malgré son irrationalité, ces politiques économiques eurent au début un certain succès. Ce succès redoubla quand, durant la Seconde Guerre mondiale, la crise fut surmontée. Le résultat fut un développement croissant et des avancées sociales. Cependant, à la fin des années 1960, les problèmes commencèrent à augmenter et, dès 1970, le modèle de développement conduit par l'État et appuyé par la gauche avait partout perdu de sa force.

Outre ce cycle politique, nous devons considérer les ondes ou cycles longs de Kondratieff, tout comme le cycle de l'intervention étatique dans l'économie. Ces cycles se sont produits en même temps et ont atteint leur apogée au début des années 1970 pour, ensuite, entrer dans leur phase descendante. Dans les pays capitalistes, la croissance de la production par habitant a commencé à baisser à la même époque. Le taux de croissance du revenu par habitant a diminué de moitié de ce qu'il avait été vingt ans auparavant et le taux de chômage a commencé à augmenter. À l'autre extrême, éliminant la propriété des moyens de production, l'étatisme de style soviétique avait pour objectif déclaré de renforcer le socialisme. La croissance initiale était fondée sur une vaste mobilisation de ressources et sur l'épargne forcée, mais cette croissance ne pouvait pas être maintenue. La crise de l'étatisme éclata avec l'avènement de la *perestroïka* en 1986, dont le point culminant est la révolution démocratique dans les pays de l'Est européen en 1989 et l'effondrement du communisme. Enfin, il y a l'interventionnisme protectionniste du tiers-monde, en particulier celui de l'Amérique latine. Jusqu'aux années 1960, la stratégie de substitution des importations avait réussi à établir les bases pour l'industrialisation et, allant au bout de ses possibilités, elle survécut durant les années 1970 grâce à l'endettement extérieur. Mais dès 1980 la stagnation du revenu par habitant et les taux d'inflation élevés démontraient l'échec définitif de ce modèle.

Bien que la droite ait élaboré des politiques protectionnistes et pseudo-keynésiennes de déficits chroniques, la crise était celle de la gauche. Plus précisément, c'était une crise de la stratégie des gauches qui, brusquement, apparaissaient comme en manque d'un projet de développement. Les stratégies de l'État-providence dans les pays du premier monde, de l'étatisme pur dans les anciens pays communistes et du protectionnisme national-volontariste dans les pays du tiers-monde n'étaient plus appropriées.

Bien qu'il soit clair que la gauche est en crise, il est nécessaire de faire la différence entre l'essentiel et le secondaire de ses politiques. C'est le seul moyen pour comprendre pourquoi la gauche a toujours existé et existera toujours. Après chaque crise, la gauche s'est rénovée pour continuer à jouer son rôle d'architecte d'une plus grande justice sociale.

Un parti ou un gouvernement de gauche se caractérise par sa préférence d'une justice sociale par rapport à l'ordre. Jusqu'à un certain point, la gauche est prête à accepter le désordre au nom de la justice. La gauche croit en l'idée optimiste du progrès, à savoir que la société se transforme et s'améliore. Une autre conviction fondamentale de la gauche est que le marché est incapable de réguler automatiquement l'économie et la société. Un certain degré d'intervention étatique est nécessaire. Enfin, il est essentiel de garder à l'horizon un socialisme avec quelques traces utopiques, ce qui ne veut pas dire éliminer la propriété privée et encore moins l'étatisme. Ce nouveau socialisme concentre ses efforts sur la défense de la démocratie et des droits sociaux qui s'expriment par une meilleure distribution du revenu.

Dans les années 1980, la crise de la gauche a pris son origine dans le dépassement de l'étatisme dans les anciens pays communistes et dans l'épuisement de la stratégie nationale-volontariste en Amérique latine. Il manque aujourd'hui à la gauche un projet de développement. Il lui manque une vision de l'histoire dans laquelle elle ait un rôle. Pour surmonter sa crise dans un monde globalisé dans lequel l'État est en crise, la gauche a besoin d'une nouvelle stratégie de développement et d'une redistribution du revenu. Il est nécessaire d'abandonner les idées et les propositions archaïques, sans abandonner son engagement fondamental en faveur de la justice sociale. Dans ce chapitre, au lieu d'approfondir la discussion sur la crise générale de la gauche, je concentre mon attention sur la gauche latino-américaine.

Gauche et pacte populiste

En Amérique latine, la grande dépression des années 1930 signala la crise de l'oligarchie conservatrice et la montée au pouvoir des partis et gouvernements populistes. Le populisme n'est pas une idéologie ou une pratique politique propre à la gauche. Au contraire, le populisme se rencontre souvent chez des dirigeants politiques de droite. Mais les partis de gauche latino-américains ont fréquemment participé à des gouvernements populistes et se sont confondus avec eux, bien que les secteurs les plus à gauche fussent réprimés par ces gouvernements. Formée principalement d'intellectuels de la nouvelle classe moyenne technobureaucratique, la gauche était au sein des pactes populistes, dominant en Amérique latine entre 1930 et 1950. Elle était alliée aux entrepreneurs industriels, aux secteurs de l'oligarchie agricole en voie de modernisation et aux travailleurs urbains. Son rôle dans la coalition politique était principalement intellectuel : rendre hégémonique, dominante sur le plan idéologique, la stratégie de développement nationale-volontariste.

L'analyse de la gauche entre 1930 et 1950 était simple et fondamentalement correcte. L'Amérique latine était une région agro-exportatrice sous-développée en transition du pré-capitalisme, et/ou du capitalisme marchand, au capitalisme industriel. La cause du sous-développement des économies

latino-américaines, ou plus précisément l'obstacle majeur à leur développement, résidait dans leur nature exportatrice de produits primaires combinée au commerce inégal établi entre les biens industrialisés du centre et les produits agricoles et miniers de la périphérie. L'industrie en Amérique latine était encore jeune et de manière permanente menacée par la concurrence des pays industrialisés comme par les intérêts intérieurs contraires à l'industrialisation. La bourgeoisie marchande agricole, alliée d'abord à l'impérialisme britannique puis américain, s'opposait à l'industrialisation qui contrariait ses intérêts en utilisant des arguments libéraux – en particulier celui de la loi des avantages comparatifs du commerce international – et en affirmant que l'industrialisation serait toujours « artificielle » en raison de la vocation agricole de la région.

Le but de la gauche était de dénoncer cette alliance conservatrice fondée sur cette analyse économique et politique et de s'allier à la bourgeoisie industrielle naissante. L'industrialisation était son objectif prioritaire. Pour s'industrialiser, il était nécessaire de revendiquer une position nationaliste contre « l'impérialisme », c'est-à-dire contre la concurrence étrangère. L'industrie naissante avait besoin d'une politique protectionniste pour promouvoir sa croissance. Un marché intérieur, de tailles diverses, existait déjà dans chaque pays et, correctement protégé, il pouvait être approvisionné par des industries nationales. C'est le modèle de substitution des importations. Dans les cas où l'augmentation des barrières à l'importation était insuffisante pour stimuler l'investissement privé (en particulier dans les secteurs capitalistiques des infrastructures comme l'énergie, les transports et les intrants de base), l'État devait effectuer des investissements directs.

Cette stratégie de long terme, formulée par Raúl Prebisch, Celso Furtado, Ignacio Rangel et Aníbal Pinto, était complétée par une tendance populiste de court terme qui voulait ignorer ou minimiser les contraintes budgétaires. L'ajustement et la stabilisation étaient bannis ou vus de manière négative. Selon une approche prétendument « keynésienne », le déficit public était compris comme un instrument efficace et permanent pour stimuler la demande effective et pour lutter contre le chômage et les capacités inutilisées. Selon le même raisonnement, les augmentations nominales de salaires étaient ouvertement appuyées sur l'objectif de redistribuer le revenu. La dette extérieure était considérée plus appropriée pour financer le développement que l'investissement direct par les entreprises multinationales. Cependant, comme ces sources de capital n'étaient pas disponibles, l'Amérique latine dut accepter les investissements des multinationales en dépit d'une opposition farouche dans les rangs les plus à gauche. Ces investissements furent acceptés de manière croissante par la partie dominante du pacte populiste. Le national-volontarisme était fondamentalement protectionniste : il protégeait l'industrie locale contre la concurrence des importations, mais il ne s'opposait pas aux investissements directs des entreprises multinationales.

Bien que sujette à des crises récurrentes – en raison de la nature populiste des politiques économiques qui provoquaient des crises de la balance des paiements, des dévaluations brutales du taux de change, des hausses du taux d'inflation et d'inévitables programmes orthodoxes de stabilisation –, cette vision du pacte populiste a prédominé et a obtenu des succès importants en Amérique latine entre 1930 et 1950. Il y eut évidemment des disputes internes. Au sein du pacte populiste, la gauche avait tendance à favoriser un plus grand contrôle étatique et à être plus nationaliste que les entrepreneurs industriels. Ceux-ci n'étaient pas toujours disposés à accepter les analyses et les stratégies proposées par la gauche, les considérant comme enclines au contrôle étatique et au nationalisme. Mais dans la pratique les entreprises bénéficiaient de la stratégie nationale-volontariste de développement et par conséquent l'appuyaient. La croissance de l'industrialisation en Amérique latine a été très importante à partir de 1930 et, jusqu'aux années 1960, la réussite de cette stratégie était indéniable. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les données sur la croissance du produit et la participation croissante de l'industrie.

De manière significative et paradoxale, la stratégie de développement de la gauche n'a pas promu une redistribution du revenu. Le nationalisme, le développement volontariste, le protectionnisme, la mise en avant du marché intérieur, l'épargne forcée imposée par l'État et l'utilisation de cette épargne aussi bien pour créer des entreprises étatiques que pour subventionner des entreprises privées étaient les éléments de base de l'économie politique de la gauche, bien qu'ils aient fondamentalement favorisé l'accumulation privée. Ceci explique comment à la suite de la crise des années 1960, cette stratégie populiste – qui n'avait jamais été une approche de la gauche – s'est transformée en stratégie de développement nationale-volontariste de l'*establishment* latino-américain, y compris des militaires.

La gauche dans les années 1970

Les premiers symptômes clairs de la crise de la stratégie de développement populiste ont surgi au cours des années 1960. Les régimes autoritaires qui étaient des technobureaucraties-capitalistes instaurées en Amérique latine à partir de la révolution de 1964 au Brésil, sorte de modèle pour les autres pays, ont constitué la réponse à cette crise. En fait, les nouveaux régimes étaient une extension de la stratégie nationale-volontariste de l'industrialisation, mais avec l'exclusion radicale de la gauche et des travailleurs qui, durant la période populiste, avaient pris la parole. Cependant il est significatif que la droite, alors seule détentrice du pouvoir, n'ait pas proposé de stratégie de remplacement. L'industrialisation continuait à être son objectif, la substitution des importations restait sa stratégie fondamentale et les entreprises étatiques étaient toujours son instrument principal. En fait, cette dernière

caractéristique était devenue plus prononcée car les régimes autoritaires sont le fruit de l'alliance entre la bourgeoisie et la technobureaucratie étatique dont le pouvoir, par définition, provient de l'État.

Mis à part son caractère prétendument « modernisateur » et antipopuliste, le seul élément nouveau de la stratégie de développement autoritaire, outre son caractère d'exclusion sociale, était la dette extérieure. L'endettement extérieur qui, jusque-là, n'était pas disponible devenait possible à des taux d'intérêt faibles. La formation de l'Euromarché financier et la nécessité de recycler les pétrodollars ont provoqué une abondante offre de capital, sous formes de prêts. Tous les pays latino-américains se sont endettés. Pour les régimes autoritaires associés au capital international, la dette devint un excellent moyen pour garantir la vieille stratégie de développement fondée sur la substitution des importations.

Durant cette période, particulièrement au cours des années 1970, la gauche développa une sorte d'analyse réflexive et autocritique, mais de manière très limitée. Une partie de la gauche réalisait que, jusqu'en 1960, elle n'avait pas prêté assez d'attention à la démocratie et que souvent elle l'avait subordonnée au développement. À présent, cela n'était plus possible. L'expérience dictatoriale était très dure, la violence contre les droits de la personne humaine était maintenant ressentie dans la chair. La partie de la gauche qui commençait à se rénover percevait aussi que les entreprises multinationales n'étaient pas nécessairement antagoniques avec le développement économique. Les effets de concentration du modèle d'industrialisation existant sont alors apparus. Mais au lieu de reconnaître le caractère intrinsèquement pervers de la stratégie de substitution des importations étant donné son caractère hautement capitalistique, ces effets étaient attribués aux politiques autoritaires adoptées par les régimes militaires.

Le modèle de substitution des importations et le protectionnisme sur lequel il était fondé ne faisaient pas alors l'objet de critique parmi la gauche. L'industrialisation introvertie, c'est-à-dire tournée vers le marché intérieur, restait la priorité. La compétitivité internationale était ignorée. Le développement technologique était également pénalisé, victime d'une analogie avec la substitution des importations. Bien que cela ne fût pas très viable, l'objectif en termes de sciences et de technologie était également autarcique. Au lieu de s'efforcer de parvenir à l'excellence dans certains secteurs choisis pour être compétitifs au niveau international, c'était dans tous les secteurs que les compétences étaient recherchées. En matière de politique économique de court terme, la stabilisation économique, l'ajustement fiscal, l'élimination du déficit public et les mesures d'austérité étaient dépréciés. Ces idées auraient été des inventions des monétaristes, des propositions du Fonds monétaire international, des créations de la droite. Marx, Keynes et Schumpeter étaient invoqués à tort pour justifier ces visions extravagantes, typiquement populistes.

Les faits nouveaux

Depuis les années 1960, la gauche latino-américaine est entrée en crise parce que sa stratégie de développement avait perdu sa validité. La gauche n'avait pas encore conscience de sa propre crise dans la mesure où toutes ses forces étaient mobilisées dans la bataille pour le retour à la démocratie. Au cours des années 1970, ni la gauche ni la droite n'ont vu que la vieille interprétation des causes du sous-développement latino-américain était désuète et qu'une nouvelle stratégie était devenue nécessaire pour stabiliser l'économie et pour promouvoir à nouveau le développement.

Dépassée par les faits, la vieille interprétation n'était plus correcte. L'Amérique latine n'était plus un continent en transition vers le capitalisme, mais était devenue définitivement capitaliste, même si son capitalisme était archaïque et excluant. Mûre, l'industrie latino-américaine n'était plus une industrie naissante bien que non compétitive au niveau international. Le fait que beaucoup d'industries n'étaient pas compétitives au niveau international n'était pas dû à leur jeunesse, mais plutôt à la taille insuffisante du marché national et au manque d'incitations pour incorporer le progrès technique étant donné le caractère excessivement protégé du marché intérieur.

La vieille stratégie de développement n'était plus opérationnelle. Avec l'épuisement du modèle de substitution des importations, il devenait nécessaire d'orienter les économies latino-américaines vers les exportations et la compétitivité internationale. Lors de la première phase de l'industrialisation, l'État était le principal agent de formation de l'épargne forcée et de l'accumulation du capital ; maintenant, la crise fiscale de l'État exigeait que ces fonctions soient transférées au secteur privé. Le modèle de substitution des importations et la forte intervention publique sont effectifs dans les premiers stades de l'industrialisation, lorsque l'épargne forcée et l'accumulation précèdent la réduction des coûts ou la recherche de l'efficacité. Mais dans un deuxième stade, les pays devront adopter une stratégie extravertie orientée vers le marché. La priorité n'est plus l'accumulation forcée, mais l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Grâce à l'emprunt extérieur, les régimes autoritaires ont eu la possibilité de retarder la réforme économique et l'ajustement fiscal durant les années 1970. Cela a conduit à des déséquilibres macroéconomiques sérieux et à une dette extérieure énorme. Quand au début des années 1980, le processus d'endettement croissant s'est arrêté, l'État dans les pays latino-américains a été frappé par une crise fiscale. Sa croissance était révolue, il était à présent nécessaire de réduire la taille de l'État et de le réformer. C'était l'heure de l'ajustement fiscal, de la privatisation, de la dérégulation et de la libéralisation commerciale. L'État rénové est maintenant censé intervenir dans de nouveaux domaines pour promouvoir le bien-être social et la compétitivité internationale³.

3. Je fais l'hypothèse que l'intervention de l'État se développe par un processus cyclique semblable aux longs cycles économiques. Confronté aux limites du marché, l'État tend à augmenter son intervention dans

Transition intellectuelle et nouvelle gauche

Au cours des années 1980, la grande crise explosa. Il était temps que la gauche reconnaisse que la stratégie nationale-volontariste de développement qu'elle avait mise en œuvre entre 1930 et 1950 n'était plus pertinente. Ce changement eut lieu, mais lentement. Une transition intellectuelle semblable à celle qui avait été exigée des conservateurs au cours des années 1930 était à présent exigée de la gauche. De larges secteurs de la gauche continuaient à penser selon les termes des années 1950, conservant le nationalisme et le contrôle étatique comme leurs principes de base. Ce groupe archaïque confondait ce qui était essentiel pour la gauche, à savoir l'engagement effectif en faveur d'une redistribution du revenu et la démocratie, avec une stratégie de développement qui, par définition, était transitoire.

La droite latino-américaine, qui devait aussi changer parce qu'elle avait adhéré à la stratégie de croissance conduite par l'État, avait compris la situation plus rapidement. Lorsqu'elle était au pouvoir avec les militaires, elle avait également adopté une stratégie de développement nationale-volontariste, mais le libéralisme est inhérent à la pensée conservatrice. En raison de ses liens avec le capitalisme international, la droite n'avait jamais complètement accepté le nationalisme⁴. La pensée de droite a tendance à être an-historique, considérant chaque stratégie, par définition, comme adéquate ou inadéquate. Elle ne comprend pas qu'une stratégie de développement fondée sur le protectionnisme et sur l'intervention publique puisse être initialement efficace et plus tard devenir inefficace en raison de nouveaux faits historiques ou d'un nouveau stade de développement. Lorsque l'échec de la stratégie nationale-volontariste de développement fut clair, les conservateurs oublièrent leur engagement précédent en faveur d'une stratégie de développement conduite par l'État. Ils sont devenus libéraux, si ce n'est radicalement et triomphalement néolibéraux.

La gauche restait en crise profonde. En plus de la crise de l'ancienne stratégie de développement, il y avait une crise plus large de la gauche à l'échelle internationale, qui était marquée par l'effondrement du communisme et par l'évidence que la simple élimination de la propriété privée ne constituait pas la route vers le socialisme. Par conséquent, une transition intellectuelle se mit en place parmi de nombreux représentants de la gauche. La démocratie sociale qui dans le passé était vue avec défiance, était à présent de plus en plus acceptée. Le populisme économique, l'ancien nationalisme et

l'économie. Cette intervention est initialement une réussite, mais les distorsions qui surgissent plus tard produisent la crise fiscale. D'où la nécessité de réduire à nouveau le rôle joué par l'État.

4. C'est exactement le contraire de ce qui s'est passé avec la gauche, laquelle tendait fréquemment à être nationaliste considérant que les pays impérialistes sont aussi capitalistes. En dernière analyse, ce nationalisme était devenu un « anti-nord-américanisme ». De la même façon, la droite était ou « vendue » aux Nord-Américains ou adoptait une position cosmopolite. Ainsi les classes dominantes locales s'identifièrent au capitalisme des pays centraux.

l'étatisme étaient condamnés, identifiés aux formes archaïques de la gauche. La nouvelle gauche qui réalisait son *aggiornamento* prit conscience de sa crise et perçut l'impératif de sa modernisation.

Depuis 1970, une nouvelle gauche avait surgi dans les pays centraux. D'un côté, cette nouvelle gauche critiquait violemment les formations étatistes ou bureaucratiko-socialistes qui prévalaient dans les soi-disant pays socialistes où la pensée de Marx était réduite à une orthodoxie bureaucratique. De l'autre, elle prenait en compte de nouvelles réalités : l'environnement et les mouvements féministes, la conception de la démocratie comme un processus de changement radical et la lutte pour des conditions de travail moins aliénantes où la créativité des travailleurs est stimulée par la participation. En outre, elle attribuait au projet social-démocrate la mission de gérer le capitalisme (pour lequel il n'y a pas de solution de remplacement aujourd'hui) de manière plus compétente et plus juste que ne le font les partis conservateurs. Cette nouvelle gauche modérée et sociale-démocrate restait fidèle aux idées keynésiennes, mais ne mélangeait pas la politique économique keynésienne avec le populisme économique.

L'ensemble de ces idées et tendances, aussi diverses soient-elles, forment la nouvelle gauche, une gauche moderne qui se développe de différentes manières. Durant les années 1960, on parla d'une « nouvelle gauche » dans les pays développés. Dans les années 1970, au sein du Parti démocrate aux États-Unis, est né un nouveau courant de politiciens progressistes que certains ont identifié comme les « enfants de Kennedy » et que William Schneider (1990)⁵ appela, de manière équivoque, « néolibéraux ». Ces jeunes politiciens donnaient beaucoup plus d'importance au marché qu'à l'efficacité et étaient ainsi fréquemment et de manière équivoque perçus comme des conservateurs. W. Schneider demanda à Andrew Maguire, représentant au Congrès, appartenant à ce groupe, s'il se considérait comme un libéral au sens nord-américain du terme. Il répondit affirmativement et ajouta :

5. Aux États-Unis, la « gauche » est un terme qui ne s'applique qu'à la gauche marxiste ou néomarxiste. La gauche modérée ou progressiste est appelée « libérale ». Je préfère utiliser les appellations de progressiste ou de social-démocrate, ou social-libéral, pour éviter toute confusion avec le sens européen de « libéral » et de « libéralisme ». Un libéral dans le sens américain du terme est un réformiste social-démocrate, ou plus précisément social-libéral, qui s'oppose aux libéraux-sociaux, ou libéraux-démocrates, et aux conservateurs traditionnels. Ces derniers, remplacés par les nouveaux conservateurs libéraux et néolibéraux, perdent du terrain. John K. Galbraith est le dernier des « libéraux » américains, au sens américain du terme. Il est clairement un social-libéral. Le président Franklin D. Roosevelt était le prototype du politicien libéral américain. Pour éviter tout malentendu, les Anglais, situés entre les États-Unis et l'Europe, ont commencé à utiliser de manière très appropriée le terme de « néolibéral » pour définir les extrémistes libéraux dans son sens européen. Ils peuvent aussi être appelés néoconservateurs. W. Schneider reste confus et appelle les néolibéraux des « nouveaux libéraux », c'est-à-dire les nouveaux politiciens progressistes apparus au Parti démocrate au début des années 1970. Ils mettaient en avant la coordination de l'économie par le marché, contrairement aux « vieux libéraux » dans la tradition de Roosevelt et de Galbraith, mais comme eux, ils défendaient une distribution plus égale du revenu.

« Nous avons essayé de redéfinir le mot. Nous avons essayé de dire que les mots libéral et conservateur trompent plutôt qu'ils n'éclairent. » (Cité in Schneider W., 1990, p. 4.)

Ces nouveaux politiciens progressistes cherchaient à combiner la « tradition libérale [progressiste] avec les valeurs du pragmatisme, l'efficacité et la bonne gestion pour qu'ainsi les choses fonctionnent » (Schneider W., 1990, p. 5). La victoire de Bill Clinton à la présidence des États-Unis en 1992 était le résultat de ce concept de la modernité.

Ce concept a quelques points en commun avec la perspective néolibérale, notamment le rôle prioritaire du marché dans l'allocation des ressources. Mais il est clairement différent de cette perspective. En fait, bien que les États-Unis n'aient pas de parti politique social-démocrate, la modernité de Clinton est sociale-démocrate ou, plus précisément, sociale-libérale. Clinton et ses adeptes sont autant engagés en faveur du marché que du bien-être social. Ils comptent sur le marché, mais aussi sur l'État, pour coordonner l'économie. Ils savent qu'une véritable démocratie nécessite la défense non seulement des droits politiques, mais aussi des droits sociaux.

Ainsi, il existe une nouvelle gauche dans le monde et en Amérique latine. C'est une gauche moderne, par opposition à la gauche archaïque qui reste prisonnière des principes nationalistes et populistes qu'ils défendaient dans les années 1950. Au Brésil, le Parti des travailleurs (PT) fondé en 1980 semblait être destiné à assumer le rôle de la gauche moderne puisque ses cadres faisaient partie des secteurs les plus modernes de la classe ouvrière brésilienne. Néanmoins ce parti a été peu à peu dominé par la bureaucratie civile de l'État et des grandes entreprises étatiques. Il a ainsi incorporé la vieille idéologie de la gauche nationaliste et protectionniste. Nous ne savons pas encore si le PT peut devenir un parti de gauche moderne. À la fin des années 1980, après que le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) se soit transformé en simple parti populiste, le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) a vu le jour. Le PSDB est l'expression brésilienne de la nouvelle gauche, mais il est confronté à de grandes difficultés. Cette gauche moderne est continuellement confrontée à la gauche archaïque et corporatiste qui parle au nom des syndicats de fonctionnaires publics et d'employés d'entreprises étatiques. Elle est aussi confrontée aux secteurs patrimoniaux de centre droit qui confondent les patrimoines public et privé, pratiquent le clientélisme, dirigent leur stratégie politique dans la recherche de revenus et de positions rééligibles.

Pendant la campagne présidentielle de 1989, le programme du PSDB, « Les défis du Brésil et le PSDB », a montré la tentative du parti de se définir comme la voix de la gauche moderne sociale-démocrate. La victoire de son candidat Fernando Henrique Cardoso aux élections présidentielles d'octobre 1994 a finalement donné la possibilité à cette nouvelle gauche de mettre en pratique son programme. Lequel est autant en faveur de la discipline fiscale et de la réforme orientée vers le marché que de la justice sociale.

Néanmoins cette nouvelle gauche doit faire des concessions aux secteurs de la droite avec lesquels elle s'est alliée.

La vieille gauche existe encore. Non seulement dans les partis politiques, mais aussi dans la tête de ceux qui s'imaginent faire partie de la gauche, tout comme parmi ceux de la droite qui, en critiquant la gauche, s'identifient avec la vieille gauche. Sa caractéristique fondamentale est de ne pas comprendre les changements qui sont apparus en Amérique latine. Ils ne perçoivent pas que le monde s'est transformé, que le Brésil a atteint un nouveau stade de développement et que la stratégie de la gauche doit évoluer. En revanche, la vieille gauche accuse ceux qui ont changé, qui ont réalisé leur transition intellectuelle, d'être des conservateurs et d'appartenir à la droite. Mon expérience au ministère des Finances en 1987 a clairement montré ce phénomène⁶. Lors des élections présidentielles de 1994, l'appui de la droite modérée à Fernando H. Cardoso fut fortement critiqué par la vieille gauche qui voyait dans la coalition alors formée une trahison des idées de la gauche. Elle ne se rendait pas compte que la distance entre les sociaux-démocrates et les libéraux-démocrates s'était réduite à mesure que les premiers devenaient des sociaux-libéraux et que les seconds des libéraux-sociaux. Quant aux intellectuels et politiciens de droite, ils ne s'apercevaient pas qu'une partie considérable de la gauche avait changé et continuaient à définir, de manière rhétorique, l'ensemble de la gauche comme archaïque.

Pourtant, la nouvelle gauche est une réalité. Elle est une réalité dans les partis sociaux-démocrates en Europe. Les nouveaux démocrates aux États-Unis et le président Clinton sont la manifestation nord-américaine et très modérée de cette nouvelle gauche. Elle n'est pas encore arrivée au pouvoir en Amérique latine, sauf sous la forme de coalitions politiques au Chili en 1990 et au Brésil en 1995. La nouvelle gauche rejette le populisme, le nationalisme, le protectionnisme et les déséquilibres chroniques des finances publiques qui définissent la vieille gauche et le populisme en général. Elle rejette également : l'internationalisme, la croyance que les pays développés incarnent la vérité et la rationalité ; le néolibéralisme, l'argument rhétorique en faveur de l'État minimum ; l'individualisme et le pessimisme fondamental – pour être modérément optimiste en ce qui concerne les possibilités de solidarité sociale – et la mise en avant sans merci de la production adoptée par la nouvelle droite. La nouvelle gauche affirme les valeurs créatives de la démocratie, elle considère qu'une distribution plus égalitaire du revenu est fondamentale, elle néglige l'ordre au nom de la démocratie et de la justice sociale. C'est une

6. Quand en avril 1987, en pleine crise du plan Cruzado, j'ai assumé la charge de ministre des Finances, je fus appelé « conservateur » parce que je mettais en relief la nécessité de faire un ajustement fiscal et d'augmenter les exportations. À partir de là, il était clair pour moi que l'une des tâches les plus importantes de la gauche latino-américaine était de se moderniser, en abandonnant l'identification avec le populisme et le nationalisme dépassés.

gauche sociale-démocrate parce qu'elle met en relief la démocratie en tant que conquête des travailleurs. Elle est sociale-libérale parce qu'elle affirme la supériorité du marché dans la coordination de l'économie, bien qu'elle reconnaisse le caractère essentiel de l'intervention de l'État dans le domaine social et dans la promotion de la science et de la technologie. La nouvelle gauche cherche à promouvoir de nouvelles formes de participation des travailleurs. Se considérant plus capables que les capitalistes, elle est prête à gouverner des économies capitalistes. La nouvelle gauche comprend que la social-démocratie n'est pas une réponse à tous les problèmes du monde, y compris ceux de la gauche, mais elle est convaincue que par la promotion du capitalisme social-démocrate, ou social-libéral, le socialisme démocratique de marché sera un jour possible.